

F. 93 — 2723

[C — 27507]

21 OCTOBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 69;

Vu le décret I du 7 juillet 1993 relatif au transfert de l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française,

Arrête :

Article 1er. Au sens du présent arrêté, il faut entendre :

— par loi : loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993;

— par décret : décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française.

Art. 2. M. Guy Spitaels, Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, des P.M.E., du Tourisme, des Relations internationales et du Commerce extérieur, est compétent pour :

- la coordination de la politique du Gouvernement;
- la saisine du Comité de concertation Gouvernement fédéral — Gouvernement des Communautés et des Régions, ainsi que les relations intra-belges;
- l'économie telle que visée à l'article 6, § 1er, VI, de la loi en ce compris les P.M.E., et à l'exception des aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles et de la gestion des ressources du sous-sol;
- les zones industrielles telles que visées à l'article 6, § 1er, I, 3^o, de la loi;
- les relations internationales;
- la politique des débouchés et des exportations visée par l'article 6, § 1er, VI, alinéa 1, 3^o, de la loi et la promotion extérieure des produits agricoles et horticoles;
- le tourisme tel que visé à l'article 3, 2^o, du décret.

Art. 3. M. Albert Liénard, Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, est compétent pour :

- les technologies nouvelles;
- la recherche scientifique telle que visée à l'article 6bis de la loi;
- la politique de l'énergie telle que visée à l'article 6, § 1er, VII, de la loi, à l'exception de la valorisation des terrils;
- l'informatique administrative;
- la politique de l'emploi telle que visée à l'article 6, § 1er, IX, de la loi;
- la promotion sociale telle que visée à l'article 3, 3^o, du décret;
- la reconversion et le recyclage professionnels tels que visés à l'article 3, 4^o, du décret.

Art. 4. M. Guy Mathot, Ministre des Affaires intérieures, chargé de l'Administration, des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiaires et des Infrastructures sportives, est compétent pour :

- les pouvoirs subordonnés tels que visés à l'article 6, § 1er, VIII, de la loi, en ce compris la subvention des travaux d'égouttage mais à l'exception du financement des missions dans les matières qui relèvent de la compétence d'autres Ministres;
- dans le domaine de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, les infrastructures sportives communales, provinciales, intercommunales et privées, telles que visées à l'article 3, 1^o, du décret;
- la tutelle telle que visée à l'article 7 de la loi;
- la fonction publique et l'administration.

Art. 5. M. André Baudson, Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Transports, est compétent pour :

- l'aménagement du territoire tel que visé à l'article 6, § 1er, I, de la loi, à l'exception des 3^o et 7^o;
- les aéroports tels que visés à l'article 6, § 1er, X, 7^o, de la loi;
- le transport en commun tel que visé à l'article 6, § 1er, X, 8^o, de la loi;
- le transport scolaire tel que visé à l'article 3, 5^o, du décret.

Art. 6. M. Jean-Pierre Grafé, Ministre des Travaux publics, est compétent pour :

- les travaux publics tels que visés à l'article 6, § 1er, X, 1^o à 6^o, de la loi en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies navigables;
- la cartographie;
- l'agrégation des entrepreneurs.

Art. 7. M. Robert Collignon, Ministre du Budget, chargé de l'Action sociale et de la Santé, du Logement et du Patrimoine, est compétent pour :

- le budget, les finances et la trésorerie, en ce compris l'exécution du décret I du 7 juillet 1993 portant création de cinq sociétés de droit public d'administration des bâtiments scolaires de l'enseignement organisé par les pouvoirs publics;
- la politique de santé telle que visée à l'article 3, 6^o, du décret;
- l'aide aux personnes telle que visée à l'article 3, 7^o, du décret;
- le logement tel que visé à l'article 6, § 1er, IV, de la loi;
- les monuments et sites tels que visés à l'article 6, § 1er, I, 7^o, de la loi;
- l'implantation des services et organismes.

Art. 8. M. Guy Lutzen, Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture, est compétent pour :

- l'environnement et la politique de l'eau visés à l'article 6, § 1er, II, de la loi;
- la rénovation rurale et la conservation de la nature telles que visées à l'article 6, § 1er, III, de la loi;
- la politique agricole visée à l'article 6, § 1er, V, de la loi en ce compris les abattoirs et les aides complémentaires et supplétives aux entreprises agricoles, à l'exception de l'application des lois d'expansion économique et de la promotion extérieure des produits agricoles et horticoles;
- la valorisation des terroirs;
- la gestion des ressources du sous-sol.

Art. 9. Les projets de décret et les arrêtés délibérés en Gouvernement sont signés par le Ministre qui a dans ses attributions la matière qui fait l'objet du projet de décret ou de l'arrêté. Ils sont contresignés par le Ministre-Président du Gouvernement wallon.

Art. 10. Dans le cas où une délégation a été accordée conformément à l'arrêté portant le règlement du fonctionnement du Gouvernement, les arrêtés sont signés par le Ministre auquel cette délégation est accordée.

Art. 11. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 janvier 1992 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes de l'Exécutif est abrogé à partir du 30 octobre 1993, à l'exception de l'article 6, premier tiret, qui est abrogé à partir du 1er janvier 1994.

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 30 octobre 1993, à l'exception des articles 5, premier tiret et 7, cinquième tiret, qui entrent en vigueur le 1er janvier 1994.

Pour les matières visées dans le décret, l'arrêté produira ses effets au 1er janvier 1994.

Art. 13. Le Président du Gouvernement wallon est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 octobre 1993.

Le Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAELS

Le Ministre du Développement technologique, et de l'Emploi,
A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,
G. MATHOT

Le Ministre des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,
J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 93 — 2723

[C — 27507]

21. OKTOBER 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch die Gesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993 und vom 16. Juli 1993, insbesondere des Artikels 69;

Aufgrund des Dekrets I vom 7. Juli 1993 über die Übertragung gewisser Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft auf die Wallonische Region;

Aufgrund des Dekrets II vom 22. Juli 1993 zur Übertragung gewisser Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft an die Wallonische Region und an die Französische Gemeinschaftskommission,

Beschließt die Wallonische Regierung :

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses ist :

— Gesetz : das Sondergesetz vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch die Gesetze vom 8. August 1988, vom 5. Mai 1993 und vom 16. Juli 1993;

— Dekret : das Dekret II vom 22. Juli 1993 zur Übertragung gewisser Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft an die Wallonische Region und an die Französische Gemeinschaftskommission.

Art. 2. Herr Guy Spitaels, Minister-Vorsitzender der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, dem Tourismus, den Internationalen Beziehungen und dem Außenhandel, ist zuständig für :

- die Koordinierung der Politik der Regierung;
- die Heranziehung des Konzertierungsausschusses Föderalregierung — Regierung der Gemeinschaften und der Regionen sowie die innerbelgischen Beziehungen;
- die Wirtschaft im Sinne von Artikel 6 § 1 VI des Gesetzes, einschließlich der KMB und mit Ausnahme der Zusatz- und Ersatzhilfen für Agrarbetriebe und der Verwaltung der Bodenschätze;
- die Industriezonen im Sinne von Artikel 6 § 1 I Nr. 3 des Gesetzes;
- die internationalen Beziehungen;
- die Absatz- und Ausfuhrpolitik im Sinne von Artikel 6 § 1 VI Absatz 1 Nr. 3 des Gesetzes und die auswärtige Förderung der Agrar- und Gartenbauprodukte;
- den Tourismus im Sinne von Artikel 3 Nr. 2 des Dekrets.

Art. 3. Herr Albert Liénard, Minister der Technologischen Entwicklung, der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung, ist zuständig für :

- die neuen Technologien;
- die wissenschaftliche Forschung im Sinne von Artikel 6 bis des Gesetzes;
- die Energiepolitik im Sinne von Artikel 6 § 1 VII des Gesetzes, mit Ausnahme der Erschließung der Halden;
- die verwaltungsbezogene Datenverarbeitung;
- die Beschäftigungspolitik im Sinne von Artikel 6 § 1 IX des Gesetzes;
- die soziale Förderung im Sinne von Artikel 3 Nr. 3 des Dekrets;
- die berufliche Umschulung und Fortbildung im Sinne von Artikel 3 Nr. 4 des Dekrets.

Art. 4. Herr Guy Mathot, Minister der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit der Verwaltung, den Lokalen Behörden, den Bezuschußten Arbeiten und der Sportinfrastruktur, ist zuständig für :

- die nachgeordneten Behörden im Sinne von Artikel 6 § 1 VIII des Gesetzes, einschließlich der Bezuschussung der Kanalisationsarbeiten, jedoch mit Ausnahme der Finanzierung der Aufgaben in den Angelegenheiten, die in den Zuständigkeitsbereich anderer Minister fallen;
- was die Leibeserziehung betrifft, den Sport und das Leben im Freien, die kommunalen, provinziellen, interkommunalen und privaten Sportinfrastrukturen im Sinne von Artikel 3 Nr. 1 des Dekrets;
- die Aufsicht im Sinne von Artikel 7 des Gesetzes;
- den öffentlichen Dienst und die Verwaltung.

Art. 5. Herr André Baudson, Minister der Raumordnung und des Transportwesens, ist zuständig für :

- die Raumordnung im Sinne von Artikel 6 § 1 I des Gesetzes, mit Ausnahme von Nr. 3 und Nr. 7;
- die Flughäfen im Sinne von Artikel 6 § 1 X Nr. 7 des Gesetzes;
- den öffentlichen Verkehr im Sinne von Artikel 6 § 1 X Nr. 8 des Gesetzes;
- den Schülertransport im Sinne von Artikel 3 Nr. 5 des Dekrets.

Art. 6. Herr Jean-Pierre Grafé, Minister der öffentlichen Arbeiten, ist zuständig für :

- die öffentlichen Arbeiten im Sinne von Artikel 6 § 1 X Nrn. 1 bis 6 des Gesetzes, einschließlich der längs der Straßen und der Wasserwege gelegenen Grünflächen;
- die Kartographie;
- die Zulassung der Unternehmer.

Art. 7. Herr Robert Collignon, Minister des Haushalts, beauftragt mit sozialen Maßnahmen und dem Gesundheitswesen, dem Wohnungswesen und dem Erbe, ist zuständig für :

- den Haushalt, die Finanzen und das Kassenwesen, einschließlich der Ausführung des Dekrets I vom 7. Juli 1993 zur Gründung von fünf Gesellschaften öffentlichen Rechts für die Verwaltung der Schulgebäude des von den öffentlichen Behörden organisierten Unterrichts;
- die Gesundheitspolitik im Sinne von Artikel 3 Nr. 6 des Dekrets;
- die Unterstützung von Personen im Sinne von Artikel 3 Nr. 7 des Dekrets;
- das Wohnungswesen im Sinne von Artikel 6 § 1 IV des Gesetzes;
- die Denkmäler und Landschaften im Sinne von Artikel 6 § 1 I Nr. 7 des Gesetzes;
- die Wahl des Standortes der Dienststellen und Einrichtungen.

Art. 8. Herr Guy Lutgen, Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft, ist zuständig für :

- die Umwelt und die Wasserpolitik im Sinne von Artikel 6 § 1 II des Gesetzes;
- die ländliche Erneuerung und die Erhaltung der Natur im Sinne von Artikel 6 § 1 III des Gesetzes;
- die Agrarpolitik im Sinne von Artikel 6 § 1 V des Gesetzes, einschließlich der Schlachthöfe und der Zusatz- und Ersatzhilfen für Agrarbetriebe, mit Ausnahme der Anwendung der Gesetze zum Wirtschaftsaufschwung und der auswärtigen Förderung der Agrar- und Gartenbauprodukte;
- die Erschließung der Halden;
- die Verwaltung der Bodenschätze.

Art. 9. Die Dekretsentwürfe und die innerhalb der Regierung beschlossenen Erlasse werden vom Minister unterzeichnet, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Angelegenheit gehört, die den Gegenstand des Dekretsentwurfs bzw. des Erlasses bildet. Sie werden vom Minister-Vorsitzenden der Wallonischen Regierung gegengezeichnet.

Art. 10. Im Falle, wo eine Vollmacht gemäß dem Erlaß zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung erteilt worden ist, werden die Erlasse vom Minister unterzeichnet, dem diese Vollmacht erteilt worden ist.

Art. 11. Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 8. Januar 1992 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive wird ab dem 30. Oktober 1993 aufgehoben, mit der Ausnahme von Artikel 6 I. Punkt, der ab dem 1. Januar 1994 aufgehoben wird.

Art. 12. Der vorliegende Erlaß tritt am 30. Oktober 1993 in Kraft, mit der Ausnahme von Artikel 5 1. Punkt und 7 5. Punkt, die am 1. Januar in Kraft treten.

Für die im Dekret erwähnten Angelegenheiten wird der Erlaß mit 1. Januar 1994 wirksam.

Art. 13. Der Vorsitzende der Regierung ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Oktober 1993.

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister der Technologischen Entwicklung und der Beschäftigung,
A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezuschußten Arbeiten,
G. MATHOT

Der Minister des Transportwesens,
A. BAUDSON

Der Minister der öffentlichen Arbeiten,
J.-P. GRAFE

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

—
VERTALING

N. 93 — 2723

[C — 27507]

21 OKTOBER 1993. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993 en 16 juli 1993, inzonderheid op artikel 69;

Gelet op decreet I van 7 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest;

Gelet op decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

— wet : de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 5 mei 1993 en 16 juli 1993;

— decreet : decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 2. De heer Guy Spitaels, Voorzitter van de Waalse Regering, belast met Economie, KMO's, Toerisme, Internationale Betrekkingen en Buitenlandse Handel, is bevoegd voor :

- de coördinatie van het Regeringsbeleid;
- de aanhangigmaking van het Overlegcomité « Federale Regering — Regering van de Gemeenschappen en Gewesten », alsmede voor de intrabelgische betrekkingen;
- de economie, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VI, van de wet, met inbegrip van de KMO's en met uitzondering van de aanvullende en suppletieve hulp aan landbouwbedrijven en het beheer van de rijkdommen van de ondergrond;
- de industriezones, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, 3^o, van de wet;
- de internationale betrekkingen;
- het afzet- en uitvoerbeleid, bedoeld in artikel 6, § 1, VI, eerste lid, 3^o, van de wet en de bevordering van landbouw- en tuinbouwproducten in het buitenland;
- het toerisme, zoals bedoeld in artikel 3, 2^o, van het decreet.

Art. 3. De heer Albert Liénard, Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopleiding, is bevoegd voor :

- de nieuwe technologieën;
- het wetenschappelijk onderzoek, zoals bedoeld in artikel 6bis van de wet;
- het energiebeleid, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VII, van de wet, behalve de ontsluiting van de steenbergen;
- de administratieve informatica;
- het tewerkstellingsbeleid, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IX, van de wet;
- de sociale promotie, zoals bedoeld in artikel 3, 3^o, van het decreet;
- de beroepsomscholing en -bijscholing, zoals bedoeld in artikel 3, 4^o, van het decreet.

Art. 4. De heer Guy Mathot, Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Administratie, Plaatselijke Besturen, Gesubsidieerde Werken en Sportinfrastructuur, is bevoegd voor :

— de ondergeschikte besturen, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, VIII, van de wet, met inbegrip van de subsidiëring van rioleringswerken, maar met uitzondering van de financiering van opdrachten voor aangelegenheden die tot de bevoegdheid van andere Ministers behoren;

— wat lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens betreft, de gemeentelijke, provinciale, intercommunale en privé-infrastructuur, zoals bedoeld in artikel 3, 1^o, van het decreet;

— het toezicht, zoals bedoeld in artikel 7 van de wet;

— het openbaar ambt en de administratie.

Art. 5. De heer André Baudson, Minister van Ruimtelijke Ordening en Vervoer, is bevoegd voor :

— de ruimtelijke ordening, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, van de wet, behalve 3^o en 7^o;

— de luchthavens, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, X, 7^o, van de wet;

— het openbaar vervoer, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, X, 8^o, van de wet;

— het leerlingenvervoer, zoals bedoeld in artikel 3, 5^o, van het decreet.

Art. 6. De heer Jean-Pierre Grafé, Minister van Openbare Werken, is bevoegd voor :

— de openbare werken, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, X, 1^o tot 6^o van de wet, met inbegrip van de langs de wegen en bevaarbare waterwegen gelegen groengebieden;

— de cartographie;

— de erkenning van ondernemers.

Art. 7. De heer Robert Collignon, Minister van Begroting, belast met Sociale Actie en Gezondheid, Huisvesting en Patrimonium, is bevoegd voor :

— de begroting, de financiën en de schatkist, met inbegrip van de uitvoering van decreet I van 7 juli 1993 tot oprichting van vijf publiekrechtelijke maatschappijen voor het beheer van de schoolgebouwen van het door de overheid gesubsidieerd onderwijs;

— het gezondheidsbeleid, zoals bedoeld in artikel 3, 6^o, van het decreet;

— de bijstand aan personen, zoals bedoeld in artikel 3, 7^o, van het decreet;

— de huisvesting, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, IV, van de wet;

— de monumenten en landschappen, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, I, 7^o, van de wet;

— de vestiging van diensten en instellingen.

Art. 8. De heer Guy Lutgen, Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw, is bevoegd voor :

— het leefmilieu en het waterbeleid, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, II, van de wet;

— de landinrichting en het natuurbehoud, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, III, van de wet;

— het landbouwbeleid, zoals bedoeld in artikel 6, § 1, V, van de wet, met inbegrip van de slachthuizen en van de aanvullende en suppletieve hulp aan landbouwbedrijven, behalve de toepassing van de wetten op de economische expansie en de bevordering van de landbouw- en tuinbouwproducten in het buitenland;

— de ontsluiting van de steenbergren;

— het beheer van de rijkdommen van de ondergrond.

Art. 9. De decreetsontwerpen en de binnen de Regering beraadslagde besluiten worden ondertekend door de Minister bevoegd voor de aangelegenheid die het voorwerp is van het decreetsontwerp of het besluit. Zij worden medeondertekend door de Voorzitter van de Regering.

Art. 10. Als een delegatie wordt toegekend overeenkomstig het besluit tot regeling van de werking van de Waalse Regering, worden de besluiten ondertekend door de Minister aan wie die delegatie wordt toegekend.

Art. 11. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 8 januari 1992 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve wordt met ingang van 30 oktober 1993 opgeheven, behalve artikel 6, eerste streepje, dat met ingang van 1 januari 1994 wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 30 oktober 1993, behalve artikel 5, eerste streepje, en artikel 7, vijfde streepje, die op 1 januari 1994 in werking treden.

Wat de in het decreet bedoelde aangelegenheden betreft, treedt het besluit in werking op 1 januari 1994.

Art. 13. De Voorzitter van de Waalse Regering is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 oktober 1993.

De Voorzitter van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Technologische Ontwikkeling en Tewerkstelling,

A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,

G. MATHOT

De Minister van Vervoer,

A. BAJDSON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN